

GOVERNEMENT GENERAL
AFFAIRES ECONOMIQUES
CONGO-BELGE

DJ/S

Léopoldville, le 16 juin 1947.-

N° 2289

Rappeler dans la réponse la date et le numéro

Réponse au n°

du 19

ANNEXE

OBJET:

Licences

Dossier n°2.03.02.-

Ruhengeri



5805

Monsieur le Chef de Service,

J'ai l'honneur de vous transmettre, ci-dessous, le
texte d'un communiqué émanant de la Commission des Devis
et des Importations:

"La Commission des Devises et des Importations informe les
"importateurs que seront définitivement périmées, les li-
"cences validées initialement avant le 30 septembre 1946
"qui n'auraient pas été régulièrement prorogées avant le
"30 juin 1947.-
"

"La Commission a décidé en outre qu'à dater du 1er octobre
"1947 le délai de validité de toute licence, émise ou à
"émettre, ne pourrait plus dépasser six mois à compter de
"la date de validation initiale, sauf prorogation réguliè-
"re.-
"

"Les prorogations seront sollicitées auprès de la Commis-
"sion Provinciale compétente. Elles ne seront accordées
"que moyennant justifications satisfaisantes et seulement
"pour des marchandises essentielles à l'économie générale
"de la Colonie.-
"

"Il est rappelé qu'aucune importation de marchandises au
"Congo Belge ou cession de devises par les banques agréées
"ne peut être autorisée sous couvert d'une licence dont
"le délai de validité est périmé".-

Je vous saurais gré de veiller à ce que les deman-
des de prorogation relatives à des marchandises non essen-
tielles à l'activité économique de la Colonie, c'est-à-dire
toutes marchandises de consommation destinées au commerce
général pour européens et indigènes dont les approvisionne-
ments généraux sont normaux ou suffisants soient écartées.

Monsieur le Chef du Service
des Affaires Economiques
du Ruanda-Urundi

à USUMBURA

Il est indispensable que le commerce - dans tous les secteurs où la chose est possible - obtienne et poursuive l'exécution de ses commandes endéans les six mois. Pour les autres marchandises de consommation et surtout pour les biens de production ou d'exploitation - outillage, rechanges matériel, etc. - dont l'approvisionnement reste lent ou difficile les Commissions se montreront plus larges. En tout état de cause, elles devront être mises en possession de pièces et/ou correspondances prouvant le bien fondé de la demande de prorogation introduite.-

X
X X

Comme les précédentes, ces mesures visent à décongestionner le volume anormal de vieilles licences en circulation qui s'ajoutent aux nouvelles dont le volume moyen mensuel en 1947 s'est encore accru par rapport à 1946?-

Il y a lieu d'éviter au commerce de la Colonie, dans toute la mesure du possible, les embarras financiers et pertes qui peuvent résulter d'un excès de stocks qui risquent de ne plus répondre aux goûts et besoins de la clientèle.-

LE CHEF DU SERVICE DES AFFAIRES ECONOMIQUES,
H.A.A.CORNELIS,

p.o.

